

**« *Discours sur l'origine des inégalités
croissantes parmi les hommes* »**

...

« *Quel moteur pour une société de justice ?* »

« Nous autres, civilisations, nous savons désormais que nous sommes mortelles »

Paul Valéry, *La crise de l'esprit*, 1919 (première lettre)

<u>1</u>	<u>Introduction</u>	<u>3</u>
<u>2</u>	<u>Le constat : une société d'inégalités croissantes</u>	<u>4</u>
<u>3</u>	<u>Les causes des inégalités croissantes</u>	<u>8</u>
3.1	Les causes économiques	8
3.2	Les causes psychologiques	13
3.3	Les causes biologiques et anthropologiques	16
<u>4</u>	<u>Quel moteur pour une société plus juste ?</u>	<u>23</u>

1 Introduction

En octobre 2007, sur les ondes de radio et de télévision, ainsi que dans le numéro 119 de la revue Commentaire, François Bayrou fait le constat suivant :

« **Ce qui a triomphé, à la surface de la planète**, c'est non pas le libéralisme stricto sensu mais **le principe d'inégalité croissante**. L'inégalité croissante a été acceptée et choisie ... à partir du succès économique américain, comme moteur du développement des sociétés. Il est vrai que ce moteur a été, dans l'ordre matériel, infiniment puissant, ... interdisant progressivement toute redistribution par l'effacement des frontières, notamment fiscales, proscrivant cette redistribution ... puisque rien n'est plus facile aux riches que de changer de pays » ...

Pour François Bayrou « ce principe d'inégalité croissante ... heurte les valeurs fondamentales de notre civilisation ».

« Quand la réussite personnelle se mesure seulement à l'aune de la réussite matérielle et financière, la société a changé de nature. Pour dire vrai, elle n'est plus *société*, association, vie en compagnonnage, elle devient collection de solitudes et de compétitions individuelles. »

Selon François Bayrou, c'est **l'enrichissement personnel** (enrichissement matériel), l'argent, **le culte de l'argent** en tant que valeur dominante motivant les hommes et la société, qui est actuellement le moteur de nos sociétés et **qui a engendré ces inégalités croissantes**, associé au fait que **la mondialisation rend la redistribution inopérante**. Par ailleurs, le modèle alternatif socialo-communiste qui s'appuie sur une centralisation dirigiste du pouvoir et des moyens de production par l'Etat en vue d'une distribution égalitaire des richesses, a échoué.

Partant de ce constat, François Bayrou pose une **question fondamentale** :

« Nous visons une société de justice, ce doit être l'objectif de notre civilisation. Mais quel peut être le moteur d'une société de justice ? »

Autrement dit renversons l'équation en fixant un résultat souhaité (supposant l'adhésion à cet objectif) pour trouver la ou les variables permettant d'arriver à ce résultat. Quel doit être le nouveau modèle, et comment motiver les hommes, les entreprises, les collectivités, afin

d'engendrer naturellement une société de justice, de confiance, d'égalité des chances et ainsi réduire les inégalités ?

Nous proposons d'étudier cette question. Cette analyse pourra paraître à certains déconcertante et originale, dans la mesure où elle sort des études habituellement réalisées, limitées au registre social, économique et financier, essayant de comprendre plus profondément les racines psychologiques et biologiques de l'attachement que l'homme et la société ont dévolu à l'argent et comment nos sociétés sont devenues matérialistes et sources de développement des inégalités. En ce sens notre démarche relève d'une approche philosophique plutôt qu'économique. En comprenant mieux la source de ces maux, ce qui sous-tend le modèle actuel de nos sociétés, il sera plus facile d'en proposer un autre, de définir et mettre en place un nouveau « moteur ».

Mais avant de réfléchir au « moteur », à ses éléments constitutifs et à son carburant, aux interactions entre la motivation de l'homme, son moteur individuel, et celle de la société des hommes, un moteur collectif, attestons tout d'abord le constat fait par François Bayrou sur les inégalités croissantes de nos sociétés et analysons les causes profondes et le « moteur » actuel qui les a engendrées et les perpétue.

2 Le constat : une société d'inégalités croissantes

La démocratie et le libre-échange étaient ensemble porteurs d'une promesse d'épanouissement de l'individu et de son confort, ainsi que de réduction des inégalités. Tout le discours économique est basé sur la recherche à tout prix de la croissance, de la valeur ajoutée globale, du PIB (Produit Intérieur Brut), par pays et globalement.

La production et donc la richesse globale, représentées par le PIB, ont connu dans le monde une croissance moyenne de 2,5% par an depuis 25 ans et de 5% par an environ depuis 2004 et malgré la dispersion du taux selon les pays, toujours positive.

Evolution de la croissance économique selon la zone géographique (source : IMF, avril 2006)
--

Evolution et projection de la croissance économique selon la zone géographique					
	Zone	2004	2005	2006*	2007*
Pays industriels		3,3 %	2,7 %	3,0 %	2,8 %
	Etats-Unis	4,2 %	3,5 %	3,4 %	3,3 %
dont	Zone euro	2,1 %	1,3 %	2,0 %	1,9 %
	Japon	2,3 %	2,7 %	2,8 %	2,1 %
	Nouveaux pays industrialisés asiatiques	5,8 %	4,6 %	5,2 %	4,5 %
Autres pays émergents et pays en développement		7,6 %	7,2 %	6,9 %	6,6 %
	Afrique	5,5 %	5,2 %	5,7 %	5,5 %
	Europe centrale et orientale	6,5 %	5,3 %	5,2 %	4,8 %
	Communauté des Etats Indépendants	8,4 %	6,5 %	6,0 %	6,1 %
dont	Chine	10,1 %	9,9 %	9,5 %	9,0 %
	Inde	8,1 %	8,3 %	7,3 %	7,0 %
	Moyen-Orient	5,4 %	5,9 %	5,7 %	5,4 %
	Brésil	4,9 %	2,3 %	3,5 %	3,5 %
	Mexique	4,2 %	3,0 %	3,5 %	3,1 %
Monde		5,3 %	4,8 %	4,9 %	4,7 %

*

estimations

Mais il faudrait attacher une égale importance à d'autres indicateurs, notamment le **PIB/habitant moyen**, ainsi que sa **dispersion** dans les catégories de population (riches vs pauvres), ainsi que l'évolution du rapport entre les revenus du dernier décile (10% de la population la plus riche) et ceux du premier décile (10% de la population la plus pauvre).

On devrait aussi réfléchir à de nouveaux indicateurs permettant de mesurer un « Bonheur Intérieur Brut », le « BIB », plutôt que le PIB...Ce sera l'objet d'une autre étude !

Or que constate-t-on ? Les inégalités se sont effectivement accrues, les écarts se sont creusés, notamment en terme de revenus et de niveau de vie dans chaque continent, dans chaque pays, dans le monde (Nord/sud).

De surcroît, on constate qu'elles acquièrent une permanence et même une accentuation par le phénomène de l'héritage, de la transmission du patrimoine des plus riches à leurs enfants, ces derniers bénéficiant d'avantages fiscaux sur l'actionnariat, les plus-values, comparés aux revenus salariaux, et ayant recours à des outils financiers *ad hoc* et aux paradis fiscaux pour préserver leur trésor et même le soustraire aux obligations fiscales.

Les études récentes attestent le constat d'inégalités croissantes, entre nations et au sein même des pays, entravant les progrès dans de nombreux domaines (voir notamment le rapport du PNUD publié fin 2006 et le rapport 2006 de la Banque Mondiale). Quelques chiffres pour illustrer le propos :

- **20%** de la population détient **90% des richesses mondiales**,
- Entre 1970 et 1985, le **PIB mondial a augmenté de 40%**. C'est le cas en France d'ailleurs. Au cours des 30 dernières années, la France est devenue 2 à 3 fois plus riche qu'elle n'était, selon cet indicateur mesurant la production de richesse. **Mais le nombre des pauvres c'est**

accru considérablement. Dans plus d'une centaine de pays, **le revenu par habitant est aujourd'hui plus bas** qu'il n'était il y a quinze ans. Près de 1,6 milliards d'individus, déjà en situation de pauvreté, vivent plus mal qu'au début des années 1980.

- Près de **3 milliards d'individus sur la planète vivent en dessous du seuil de pauvreté** (2 \$ par jour), soit **40%**. Leur nombre s'est accru de 36% depuis 1981. 50% des travailleurs de la planète en font partie.
- **1,1 milliards, soit un sixième, vit dans l'extrême pauvreté (moins de 1 \$ par jour). 3% de plus qu'en 1981.**
- En Afrique, le taux de population en situation d'extrême pauvreté est passé de 41,6% en 1981 à 46,9% en 2001. Compte tenu de la croissance démographique, cela veut dire que le **nombre d'Africains vivant dans l'extrême pauvreté a presque doublé**, passant de 164 millions à 316 millions de personnes. 1 personne sur 3 souffre de faim chronique en Afrique subsaharienne.
- Le rapport entre les 10% des pays les plus riches (revenu par habitant >29 000\$, 18 pays dont la France est le 17ème) et les 10% des pays les plus pauvres (<1800 \$, 30 pays dont 27 en Afrique sub-saharienne), **est passé de 23,9 en 1995 à 33,5 en 2004.** Autrement dit, **un habitant du groupe des 18 pays les plus riches est 33,5 fois plus riche qu'un habitant moyen du groupe des 30 pays les plus pauvres.**
- Par ailleurs, à l'intérieur des pays, les inégalités se sont également creusées :
 - o **Dans les pays riches, les inégalités de salaires se sont accrues depuis 25 ans.**
En fait, toute la richesse créée dans ces pays a été captée par une tranche étroite de la population, les revenus médians étant stagnants alors que les revenus des 0,1% des plus riches augmentent en flèche. Le rapport entre le salaire des 10% les mieux payés et celui des 10% les moins bien payés a augmenté de 14% dans l'OCDE. Mais les inégalités sont restées stables en France et au Japon, selon les données officielles, hors revenus du patrimoine et en écarts relatifs. Si on en tenait compte, on observerait une hausse des inégalités en France, car ceux-ci progressent rapidement et sont très majoritairement détenus par les catégories les plus aisées. En observant les mêmes statistiques sur des franges plus extrêmes, les quintiles (5%) ou les centiles (1%), le rapport est de plus en plus élevé.
D'après une étude de l'Ecole d'économie de Paris portant sur la période 1998-2006, dont Libération a publié les résultats le 29 juin 2007, 1% des Français les plus riches ont vu leurs revenus augmenter de 19%, 0,1% des plus riches de 32% et 0,01% des plus fortunés de 42,5%. Alors que l'Insee, qui mesurait l'écart entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres attestait une réduction du fossé depuis les années 70 jusqu'en 2000 où la tendance commence à s'inverser.
Un autre indicateur : la pauvreté des enfants a augmenté dans les pays riches (pour 17 des 24 pays de l'OCDE) entre 1991 et 2000.

- **Les inégalités internes aux pays se sont plus accrues** dans les pays à forte flexibilité du droit du travail et à moindre protection sociale, comme les pays anglo-saxons (Grande Bretagne et Etats-Unis) que dans des pays comme la France où le droit du travail, le SMIC, protège les salariés.
- Les **Etats-Unis** sont l'un des pays les plus riches de la planète, mais aussi, parmi ceux-ci, l'un de ceux où **les inégalités sont les plus fortes**. Depuis plus de deux décennies, les inégalités économiques se creusent : les plus riches ont connu dans les années 1980 et surtout dans les années 1990 une période de rapide croissance de leurs revenus et de leur patrimoine, tandis que la classe moyenne et les pauvres n'ont bénéficié pendant la même période que de faibles gains. Depuis 1980, en effet, la croissance des revenus des familles est presque totalement concentrée sur les 5 pourcents les plus élevés de l'échelle des revenus : en termes réels, le quintile le plus pauvre gagne aujourd'hui à peine plus qu'en 1980, tandis que les 5% des familles les plus aisées ont vu leurs revenus doubler. Parmi les bénéficiaires de cet accroissement de revenus, se trouvent en particulier les dirigeants d'entreprises dont la rémunération (au sens large : salaire de base, bonus, actions attribuées, profit réalisé lors de l'exercice des stock-options, contributions aux assurances-santé et retraite...) a augmenté de plus de 300% entre 1990 et 2001. A l'opposé, le salaire minimum fédéral n'a progressé que de 35% pendant la même période, passant de 3,8 \$ à 5,15 \$ par heure, sans changement en termes de pouvoir d'achat.
Si on considère la mesure scientifique des inégalités de revenu utilisant [l'indice de Gini](#), celui-ci valait 0.45 pour les Etats-Unis en 2004, alors qu'il était de 0.267 en 2002 pour la France (dernière valeur connue d'après l'INSEE). Les inégalités de revenu sont bien plus fortes aux Etats-Unis qu'en France et le phénomène va en s'amplifiant.
- **En Chine**, entre 1983 et 2004, on est passé d'un rapport de 6 à 15 (comme aux Etats-Unis !) entre le revenu moyen des 10% les plus riches et celui des 10% des plus pauvres. D'après les chiffres de la Banque Mondiale, le différentiel de revenus, entre les 20% les plus riches et les 20% les plus pauvres, est passé de 6,5 en 1990 à 10,6 en 2001, ce qui fait de la Chine le pays le plus inégalitaire de toute l'Asie. Depuis 2001, ce processus s'est clairement poursuivi. Par ailleurs, entre 1990 et 2001, la part des richesses nationales détenue par les 10% les plus riches est passée de 24,6 à 33,1%.

L'accroissement global des richesses et du niveau de vie, que l'on met plus volontiers en exergue, a masqué ces effets d'inégalités croissantes. On ne peut nier les progrès globalement réalisés : en un demi siècle, l'espérance de vie est passée dans le monde en développement de 41 à 64 ans, la part de population n'ayant pas accès à l'eau potable est tombée de 65 à 20%, la mortalité infantile a été réduite de moitié et l'analphabétisme a baissé de 52 à 26%.

Conclusion :

Nous sommes dans un monde globalement plus riche dans lequel il y a plus de pauvres, où les riches sont plus riches et où les pauvres sont plus pauvres.

3 Les causes des inégalités croissantes

3.1 Les causes économiques

Beaucoup d'économistes confirment la croissance des inégalités par des analyses chiffrées ci-dessus résumées. Leurs analyses sont d'ordre purement économique et social et expliquent les causes de ce phénomène : la mondialisation et la concurrence des bas salaires, l'immigration (très forte aux Etats-Unis notamment, un million par an environ en moyenne sur les 20 dernières années, faisant pression à la baisse sur les salaires des postes les moins qualifiés), le report plus important de la valeur ajoutée des entreprises sur la distribution de dividendes ou la valorisation du titre boursier au profit des actionnaires, la puissance des fonds de pension.

Comme l'illustre et l'explique très bien Jean Peyrelevade dans son livre *Le Capitalisme Total*, la capitalisation boursière mondiale était égale à 31 000 milliards de dollars à fin 2003, soit 86% du PIB annuel de la planète (36 000 milliards de dollars). Cette richesse boursière est concentrée dans un petit nombre de pays développés : 90% des actionnaires résident en Amérique du Nord, en Europe occidentale et au Japon. Les actionnaires situés aux Etats-Unis représentent un quart de la production mondiale et 46% de la capitalisation boursière mondiale. Un ménage sur deux y détient des actions. Les actionnaires d'Europe occidentale détiennent quant à eux un quart de la capitalisation boursière mondiale, soit la moitié de ce que représentent les Etats-Unis. Environ un quart des ménages y sont actionnaires. En France, 1% des ménages détiennent presque la moitié du patrimoine en actions du pays.

Les fonds de pension, dont les fonds mutuels (équivalents des SICAV et des FCP), par le truchement desquels les actionnaires privés investissent leur épargne, représentent une part prédominante de l'actionnariat dans le monde et plus particulièrement aux Etats-Unis et en Grande Bretagne où prévaut le système de retraites par capitalisation. Cette prédominance croissante des fonds est induite notamment par le besoin d'investissement croissant des particuliers des pays riches dans leur retraite, expliqué par le vieillissement de la population et l'évolution démographique dans ces pays.

Les fonds de pension américains gèrent aujourd'hui 10 000 milliards de dollars dont la moitié en actions ; ils détiennent donc plus de 30% de la capitalisation boursière des Etats-Unis. La part des actions détenue par les particuliers est de 50% aux Etats-Unis, de 65% en Grande Bretagne contre 30 à 40% en France, en Allemagne ou en Italie, pays chez lesquels le système de retraite par répartition a plus d'importance.

Ces actionnaires particuliers, représentés collectivement par les fonds de pension, exigent des rendements élevés et à court terme, privilégiant leur objectif individuel à la réalisation à long terme des objectifs industriels des entreprises dans lesquelles ils investissent.

Ne les blâmons pas ! C'est le système même, sa logique naturelle, qui produit ces effets.

Comme le rappelle François Bayrou, « **le modèle néo-capitaliste regarde les impératifs économiques et financiers comme premiers**, considérant qu'il y a, dans le monde, des affaires à faire et que ces intérêts priment sur toute autre considération (*'la Libye a de gros besoins et les moyens de se les payer'*, Nicolas Sarkozy). » et fait l'hypothèse que le moteur individuel est essentiellement le désir de s'enrichir, dans un monde où on accepte la loi du plus fort et du sauve-qui-peut.

Ce modèle repose sur l'hypothèse implicite qu'il faut suivre **la loi du marché**, autrement dit subir le monde, s'accommoder de ce rouleau compresseur. C'est le puissant, celui qui détient déjà l'argent et, grâce à ce dernier, le pouvoir, qui décide où ira la richesse nouvellement créée. Dans l'entreprise, c'est l'actionnaire et sa direction qui décident du réinvestissement et de la distribution des bénéfices, l'objectif de respect du ROE minimum à 15% l'emportant sur celui de revaloriser les salaires (objectif intenable à terme, comme Jean Peyrelevade le démontre). Car on sait bien, et c'est la logique des choses, que le salarié ne fuira pas l'entreprise par défaut de valorisation de son revenu, surtout dans un contexte de chômage, alors que l'actionnaire est courtisé dans un environnement boursier volatile, un contexte où l'investissement est convoité, où les fonds de pension cherchent à investir dans les titres les plus rentables et où les entreprises ont besoin de financement.

Or, qui détient maintenant le pouvoir dans ce monde post-moderne mondialisé ? Il semble que les grandes entreprises multinationales, leurs dirigeants et leurs actionnaires, ont bien plus de pouvoir maintenant que les états nations. Ils ont même investi dans les médias, ayant le pouvoir de dominer et de façonner l'opinion publique, s'arrogeant par la même aussi un pouvoir politique. Ces médias sont financés par la publicité, au point d'être au service de cette dernière, d'avoir pour objectif de « vendre à Coca-Cola du temps de cerveau humain disponible », comme l'a dit cyniquement Patrick Le Lay, le président de TF1 en 2006.

Ces sociétés multinationales ont pris le pouvoir sur les états et la population. Elle ont pour objectif de faire du profit (parce que leurs actionnaires, les riches comme les plus modestes par les fonds de pension recherchent eux-mêmes cet enrichissement personnel), pour cela elles doivent vendre plus, tout en contenant les coûts de production, les salaires, donc inciter les clients, les consommateurs, à consommer, utilisant les médias à cet effet et les derniers étant au service des premiers, préfèrent crétiniser la population au motif de la divertir, plutôt qu'améliorer sa conscience et son éducation, afin que le cerveau soit plus disponible au désir de consommer, lui inculquant que les valeurs essentielles sont la consommation et le divertissement (ces valeurs étant grâce à ces médias dorénavant

associées l'une à l'autre). D'ailleurs même le vocabulaire politique traduit la primauté de cette valeur, érigeant en priorité le « pouvoir d'achat » plutôt que « l'amélioration du niveau de vie ».

Ainsi la publicité envahit notre vie de tous les jours et les entreprises lui consacrent un budget très important. Plus les entreprises sont grandes, plus elles font de publicité. En France, les grandes entreprises de plus de 500 salariés y consacrent, en moyenne, 1,5 % de leur chiffre d'affaires, les PMI 1,1 % (source : étude du Sessi, octobre 2001). Selon les secteurs, ce taux peut être beaucoup plus élevé (15% dans les produits d'entretien, 13% dans les parfums et produits de toilette, 12% dans les ordinateurs, 5% dans les appareils électroménagers et les livres).

Rappelons comme le fait Frédéric Beigbeder dans le film récemment adapté de son roman *99F* consacré à la publicité, que le monde dépense environ 500 milliards de dollars par an en publicité, alors que 10% de cette somme suffirait à résoudre la moitié de la faim dans le monde !

C'est ce cercle vicieux qui a induit **la société de consommation** dans les pays riches et qui contamine aussi les pays en développement, dont les habitants se sont mis à rêver à ce mythe, à cette toison d'or, à ce bonheur que représente ce paradis de consommation, incitant l'Africain à vouloir à tout prix émigrer au péril de sa vie. La définition du bonheur passe donc par la consommation, le divertissement et le plaisir.

Ce modèle s'est développé sur fond de **mondialisation**, tandis qu'il n'existe pas à proprement parler de gouvernance économique mondiale. Les dispositifs fiscaux et réglementaires restent à l'échelon des nations (parfois au niveau Européen mais partiellement). La moindre disposition coercitive en vue de réguler la fiscalité des entreprises ou des plus-values sur l'actionnariat incite l'entreprise ou le particulier concernés à passer dans un autre pays plus complaisant. Les paradis fiscaux accueillent toujours à bras ouverts non seulement les entreprises criminelles qui blanchissent leur argent sale en toute impunité, mais également les entreprises vertueuses et les personnes privées et souvent non moins vertueuses, qui protègent ainsi leur patrimoine et le soustraient à la fiscalité. Comme le rappelle Pascal Lamy dans son ouvrage *Démocratie Monde*, ainsi que Joseph Stiglitz dans le sien *Un Autre Monde*, les institutions internationales souffrent soit d'efficacité (par exemple l'ONU) soit de légitimité (par exemple l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI) et d'une insuffisante coordination globale, rendant difficile une régulation internationale, souffrant en fait de **l'absence d'une véritable gouvernance mondiale**.

Enfin, pour viser l'intérêt général et que la société toute entière se mobilise pour atteindre des objectifs, à supposer qu'une gouvernance ou une coordination réelle internationale existât, faudrait-il encore que les **objectifs** fussent **définis et approuvés**, plébiscités par la population, et ainsi légitimés ...

Or, en guise d'objectifs mondiaux, on ne trouve que des intentions sous forme de protocoles d'accord (Protocole de Kyoto sur l'environnement, négociations de l'OMC, Objectifs du Millénaire pour le développement ([ODM](#)), le premier des huit OMD étant de réduire de moitié l'extrême pauvreté et la

faim dans le monde d'ici à 2015), limitées quant au périmètre d'application qui serait souhaitable, partielles quant aux pays signataires, insuffisantes en regard des résultats attendus... et surtout pas très efficaces et pas toujours respectées, même cela part d'une réelle bonne intention et si c'est un bon début. Rappelons que les pays riches s'étaient engagés à verser 0,7% de leur PIB pour l'aide publique au développement il y a 30 ans et tellement d'autre fois depuis lors, y compris George Bush lui-même en 2002 à la Conférence de Monterrey au Mexique, et que cet objectif n'est toujours pas atteint par les Etats-Unis. Dix ans après le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) qui s'est tenu à Rome en 1996 et qui promettait de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde d'ici à 2015, ce nombre est aujourd'hui plus élevé dans les pays en développement – 820 millions – qu'il ne l'était en 1996. Loin de diminuer, le nombre de personnes affamées dans le monde est en train d'augmenter – au rythme de 4 millions par an.

Il n'existe pas aujourd'hui une charte mondiale qui définisse les objectifs du monde et de la civilisation qui est la nôtre, ses priorités, ses valeurs communes quelles que soient les cultures qui composent ce monde.

L'Europe a tenté de le faire avec son Projet de Constitution Européenne, mais de manière confuse et avec le fiasco que l'on sait. Il aurait mieux valu limiter cette dernière à de grands objectifs et à un mode de fonctionnement de l'Union. Dans un second temps, les pays Européens auraient définis ensemble et de manière consensuelle et transparente pour les citoyens les valeurs qu'ils partagent et les objectifs communs qu'ils visent, ainsi que les moyens d'actions qu'il s'agit de mettre en commun (en terme de défense, d'immigration, de protection de l'environnement, de fiscalité, de lutte contre le terrorisme, de protection du patrimoine culturel, etc.).

Et au niveau de chaque nation, des états, il faudrait le faire également. Au lieu de cela, les politiques ont proposé des « programmes », des « réformes », qui sont des moyens d'actions répondant implicitement à des objectifs pas toujours explicités et souvent de nature sociale et économique (de lutte contre le chômage, d'amélioration de la compétitivité et du pouvoir d'achat, de réduction de déficit,...) et moins de nature culturelle et de respect de valeurs humaines. Ils n'ont pas défini de charte de valeurs et de finalité de leur société, depuis celle, fondamentale mais partielle (et ne traduisant pas une finalité ultime de la société en tant que telle), des droits de l'homme de 1789 et reprise ensuite dans la Déclaration Universelle des droits de l'Homme en 1948.

Enfin, ce modèle repose aussi sur la **primauté de l'individu**, faisant l'hypothèse que la maximisation de l'intérêt individuel, l'objectif égoïste **d'enrichissement personnel**, permettra *in fine* d'optimiser l'intérêt général. Or cette hypothèse nie ou élude un certain nombre de mécanismes, qu'on appelle en économie des externalités, qui font que la croissance recherchée individuellement peut se faire au détriment de la collectivité. Nous en trouvons des exemples concrets dans la pollution, la destruction de l'environnement, l'épuisement des ressources naturelles, liés à la trop grande abondance d'objectifs individuels et à la négligence par l'individu du coût pour la collectivité qu'implique son action individuelle (par exemple prendre sa voiture à Paris plutôt qu'un transport en commun).

De même, si un chercheur trouve la solution miracle d'un nouveau carburant non polluant et peu coûteux (imaginons qu'il sache faire fonctionner un moteur de voiture avec de l'eau), il se trouvera des lobbyings financiers, dans la pétrochimie, pour essayer de faire avorter le projet, lui racheter son brevet à prix d'or pour mieux le détruire ensuite, voire menacer le chercheur... Sans tomber dans une excessive paranoïa, cet exemple nous montre bien que l'intérêt général, fût-il vital pour le devenir de la planète, de l'humanité, peut être nié au profit d'un intérêt particulier à court terme...

Un autre exemple : celui de la PAC, protégeant nos agriculteurs en leur donnant des compensations financières en cas de baisse des prix agricoles, quitte à générer de la surproduction et à écouler à bas prix des produits dans des pays produisant eux-mêmes à prix plus élevés, en Afrique notamment. Des consommateurs africains peuvent peut-être bénéficier a priori d'un prix moins élevé à l'importation de ces produits, mais cela ruine toute l'économie agricole locale nuisant à l'autosuffisance alimentaire, détruisant le tissu rural, les paysans ne pouvant plus vivre de leur travail et migrant vers les villes où sévissent misère et chômage, conduisant ces derniers ensuite à émigrer par tous les moyens,...vers l'Europe !

Pour conclure sur les causes des inégalités croissantes, tant qu'il n'y a pas à la fois une prise de conscience réelle de l'intérêt collectif dans ses actions individuelles, ni d'actions coercitives globales mondiales imposant un respect de règles contraignant l'individu et concernant les inégalités, visant à redistribuer plus égalitairement le revenu (ce qui existe partiellement dans certains pays mais à faible effet compensatoire puisque les inégalités internes continuent malgré tout d'augmenter, et ce qui n'existe pratiquement pas au niveau mondial) , le système basé sur ce mode de fonctionnement, ce moteur, semble bien voué non seulement à générer et reproduire les inégalités, mais également, pire encore, à détruire l'humanité. La détruire physiquement (atteinte à la planète et à la vie de millions d'individus) et la détruire mentalement, psychologiquement, dans l'atteinte intime au sens profond de ce qui est humain dans l'homme, son essence, son humanité, dans la reconnaissance qu'il a à l'égard de l'autre comme de lui-même dans sa considération de l'autre.

Il est intéressant de s'interroger sur les modèles alternatifs ou sur les solutions qui ont déjà tenté de corriger ou d'endiguer ce phénomène.

Apparemment opposé au modèle néo-capitaliste, **le modèle socialiste a de son côté échoué.** Son idéologie est périmée. L'histoire et l'expérience ont montré que l'Etat tout puissant, thaumaturge, centralisateur et re-distributeur, a un effet stérilisant sur la société et son épanouissement. Cet échec a revigoré le capitalisme qui s'est trouvé seul modèle en piste et a triomphalement étendu son emprise sur les anciens états communistes, la Chine, la Russie, avec la complaisance cynique de leurs dirigeants et au plus grand profit de ces derniers et d'oligarques bien positionnés pour profiter des privatisations des entreprises et d'une

redistribution de richesses en leur faveur. On a même assisté simultanément en Russie à un appauvrissement général de la population et à une baisse de son espérance de vie dans les années qui ont suivi la période d'ouverture du marché, de libéralisation des échanges et des privatisations. En Chine, cela a été mieux géré, mieux anticipé.

Conclusion :

Cette société d'inégalités croissante est effectivement bâtie sur le modèle néo-capitaliste, qui lui-même a pour moteur la recherche prioritaire du profit, par les sociétés et individuellement par les hommes.

Ce modèle génère globalement de la croissance, produit toujours plus, mais le bénéfice de cette croissance revient très majoritairement aux catégories très aisées et détentrices de capital. Il n'a pas su endiguer la pauvreté au sein des pays riches comme dans les pays pauvres.

La recherche individuelle du profit est le moteur de base de ce modèle, cet objectif ayant été traduit en recherche du rendement maximum par les entreprises, de plus en plus concentrées afin de mieux atteindre cet objectif, celles devenues géantes et multinationales ayant pris le pouvoir en ce monde mondialisé y compris sur les médias, l'opinion, les consommateurs, accentuant encore grâce au pouvoir médiatique et sa publicité le désir d'enrichissement personnel symbolisant la capacité à consommer, le pouvoir, la reconnaissance. C'est au travers de ce cercle vicieux que les inégalités se sont creusées. Ce phénomène va en s'amplifiant.

Cependant, cette explication économique n'élucide en rien la cause de la recherche du profit. Il faut rechercher la cause première en dehors du champ du système économique. Comme l'a démontré le grand logicien Kurt Gödel avec son fameux *théorème d'incomplétude* : « un système ne peut être à la fois cohérent et complet, Si le système est cohérent, alors la cohérence des axiomes ne peut pas être prouvée au sein même du système ». Un des axiomes est forcément donné ou expliqué par un méta-système externe au premier. C'est pourquoi il faut aller chercher la cause profonde de la recherche du profit et de l'argent dans un autre champ d'explication, un autre domaine, qui est celui de la psychologie, de la biologie, de la philosophie.

3.2 Les causes psychologiques

Les causes économiques et sociales étant comprises, toutes articulées autour du fonctionnement d'une société dont le carburant est l'argent, et le but la recherche du profit, il est intéressant de pousser plus loin l'analyse en se demandant, au fond :

- pourquoi cette recherche forcenée du profit ?
- Pourquoi l'homme a-t-il tendance à prioriser l'enrichissement (matériel) personnel ?
- Pourquoi et comment cette valeur de l'argent est devenue dominante dans nos sociétés ?
- Quels sont les facteurs culturels et psychologiques qui ont conduit à ce comportement, qui finalement induit les maux que nous dénonçons ? »

Notre démonstration tente de s'appuyer d'un côté sur l'étude des motivations profondes, psychologiques, de l'homme, et de l'autre sur la raison pour laquelle collectivement la société a fait de la recherche du profit son but essentiel. Pas maintenant sous l'angle économique, ce qui a déjà été fait précédemment, mais plus profondément sous l'angle psychologique et ontologique, de l'essence même de l'homme.

Nous essaierons pour cela d'analyser l'influence, sur la finalité d'un système complexe (la société), de l'objectif des éléments qui le composent (les humains) ou à l'inverse l'influence de la finalité donnée d'un système sur l'objectif individuel des éléments qui le composent (supposant dans ce dernier cas une interaction récursive ou interactive rendue possible par une prise en compte par l'élément des effets induits par lui sur le système). Et enfin, la compréhension de leur évolution dans le temps, la mise en perspective historique de ces facteurs expliquant l'évolution des civilisations afin de nous éclairer sur le devenir de la nôtre.

Le « moteur » de l'homme, en tant qu'individu

Les philosophes, puis les psychologues, ont beaucoup réfléchi à l'essence existentielle de l'homme, à ce qui le motive profondément. Ils n'ont pas toujours eu les mêmes conclusions.

Pour **Aristote**, l'homme est un animal naturellement social.

Pour **Thomas Hobbes**, au XVII^{ème} siècle, l'homme n'est pas sociable par nature mais par accident. Les hommes sont gouvernés par l'instinct de conservation. L'état de nature, c'est l'état de « la guerre de tous contre tous ». L'homme est au départ dénué de toute bonté, reprenant Plaute, « l'homme est un loup pour l'homme ». L'angoisse de mort est responsable de l'état de guerre et fait peser sur la vie de tous une menace permanente. Une humanité livrée à elle-même, sans ordre social, aurait fini par disparaître. L'homme comprend que pour subsister, il n'y a pas d'autre solution que sortir de l'état de nature, établir un contrat social.

Jean-Jacques Rousseau au XVIII^{ème} siècle, dans son « *discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* », pensait que l'homme était naturellement bon à l'état naturel et que la société le pervertissait, nécessitant un contrat social (même conclusion que Hobbes même si l'hypothèse diverge sur la nature première de l'homme). La **propriété** était une des sources de la perversion. Cette théorie a inspiré ensuite l'idéologie marxiste et socialiste. Finalement, ce constat de Rousseau n'est pas très éloigné de celui de François Bayrou, mais ramené à notre contexte actuel, l'argent étant la représentation de la propriété, de la capacité à acquérir des biens et des services.

Les thèses des philosophes s'accordent au moins sur un point : quelle que soit la nature de l'homme, naturellement bon pour les uns, naturellement mauvais pour les autres, motivé par

son intérêt individuel plutôt que par l'intérêt général, ils sont d'accord sur le fait que l'homme a intérêt de se donner des règles de conduite, de s'imposer un **contrat social optimisant l'intérêt général en vue également de préserver des intérêt particuliers.**

En fait l'homme n'est probablement ni naturellement bon ni naturellement mauvais. Il est biologiquement doté d'un cerveau qui comporte trois couches :

- le bas cortex dit « reptilien » qui régit les réflexes, l'instinct de survie, l'agressivité,
- une seconde couche du cerveau commune aux mammifères, qui régit l'affectivité,
- et enfin une couche supérieure qui caractérise l'homme, le cerveau supérieur, qui contrôle les pulsions et l'affectivité, qui est capable de se fixer une ligne de conduite, de réfléchir sur ce qui est bon et mauvais à titre individuel et aussi à titre collectif dans le sens de l'intérêt général même si parfois il contraint un intérêt particulier.

Il est intéressant de constater la capacité de l'homme à se forger une conscience collective de l'intérêt général et de s'organiser pour légitimer des décisions communes, chaque individu se sentant responsable de ses pairs. C'est le principe même de la démocratie.

L'éducation est également fondamentale dans la construction de cette conscience, ainsi que la mémoire de l'histoire, des expériences passées, traduite dans la mémoire collective par les livres (et aussi maintenant les supports vidéo) et intégrées dans la conscience collective. Les religions ont aussi contribué à cette adhésion à une morale commune, même par la menace (de l'enfer).

Plus l'intérêt individuel et l'intérêt général convergent, plus il y a adhésion naturelle au contrat social. Dans le cas inverse, le contrat social est coercitif et contrarie la motivation première de l'individu.

Un homme qui souhaite le bien d'autrui, qui est naturellement généreux, sera heureux d'appliquer le contrat social, tandis que celui qui privilégie des droits acquis qu'il devra partager par le contrat, n'y adhère que par contrainte ou obligation.

Or, nous constatons deux phénomènes qui ont pris de l'ampleur dans la deuxième partie du XXème siècle :

- une perte des repères, des valeurs traditionnelles et morales, au profit du culte de l'argent et du divertissement, de la société de consommation. Tout est valorisé,

articulé autour de l'argent, y compris l'art et le sport, même l'amour (symbole de la bague de fiançailles). Tout s'achète, même le pouvoir.

- La perpétuation de ce culte par la société, l'organisation économique, capitaliste, l'objectif du rendement à tout prix, ainsi que par les messages véhiculés par les médias, la publicité.

Autrefois l'homme avait pour objectifs ou motivations premières se nourrir, sécuriser sa famille, assouvir son plaisir sexuel, sans oublier non plus de nourrir son âme et son esprit (lecture, culture, pratique religieuse ou spirituelle)... Il prenait plus son temps, même s'il travaillait plus en nombre d'heures. Puis le temps s'est accéléré, les médias audiovisuels ont remplacé les livres et les journaux, l'art est devenu une sorte de divertissement et aussi un objet d'investissement, la messe considérée comme contraignante et une perte de temps même chez les gens qui se prétendent croyants. Nous partageons notre temps entre travailler pour gagner de l'argent, et consommer et se divertir en dépensant cet argent.

Progressivement, **l'argent étant devenu l'objet médiateur des échanges**, représentant les biens désirés et même le pouvoir par sa capacité potentielle à acquérir les biens, l'homme s'est attaché directement à l'argent, en oubliant parfois presque son utilité finale, tel l'avare dont le but et le plaisir est d'accumuler l'argent pour ce qu'il représente sans pour autant prendre plaisir à le dépenser.

Comme le doudou pour l'enfant, qui est un objet transitionnel remplaçant affectivement la mère, sur lequel l'enfant reporte son affectivité et le contact corporel, **l'argent est devenu valeur désirée en elle-même.**

Or, ceci est le syndrome même en psychologie d'une déviance, d'une perversion. L'homme associant le plaisir à l'argent directement, cet objet transitionnel.

En favorisant et en perpétuant cette déviance, **la société est elle-même en quelque sorte atteinte d'une maladie mentale**, une psychose.

Voyons maintenant plus de manière systémique comment la motivation individuelle pour l'argent s'est transmise à la société tout entière, en régissant son organisation.

3.3 Les causes biologiques et anthropologiques

Pour répondre à cette question, il faut préalablement analyser comment interagissent les objectifs de l'homme, en tant qu'individu, et la finalité, implicite ou explicite, de nos sociétés et comprendre également comment se sont constituées nos sociétés, notre civilisation, le lien qui les cimente, qui les fortifie et les fait croître en tant que meta-système.

3.3.1 Des causes biologiques et systémiques : objectif individuel de l'homme et finalité de la société

Un système complexe organisé est composé d'éléments qui le constituent et qui échangent entre eux.

Par exemple les cellules individuellement dotées de fonctions et véhiculant un patrimoine génétique, forment un organe, lui-même doté de fonctions, et un ensemble d'organes s'associent et échangent entre eux pour former un corps humain. Les cellules meurent et se renouvellent, dans un corps qui survit donc à la mort de ses propres cellules, jusqu'à sa propre mort.

Les hommes forment en collectivité eux-mêmes une société, mourant individuellement alors que leur famille, leur tribu, leur société leur survit, les sociétés s'inscrivant elles-mêmes dans une civilisation. Mais, comme le disait Paul Valéry, « Nous autres, civilisations, savons maintenant que nous sommes mortelles ! ». Ce doit être aujourd'hui pour nous un ultime avertissement...

Ce système complexe s'est-il formé par hasard ? Ou bien a-t-il une finalité intrinsèque qui a motivé les éléments qui le constituent à œuvrer en faveur de cette finalité ? Il y a peut-être un peu des deux, mais le pur hasard serait en lui-même un miracle !

Concernant la problématique qui nous préoccupe, nous espérons que les inégalités croissantes ne sont pas une finalité de notre société. En tout cas la société ne l'a jamais énoncé. Il s'agit visiblement d'un effet pervers entraîné par le système, le but recherché étant le profit, cet objectif n'étant pas une finalité profonde, qui devrait être la maximisation du bonheur, mais ici le bonheur a été remplacé par le profit, tel l'objet transitionnel et au dépens d'autres finalités qui n'ont pas été franchement énoncées, telles que la paix entre les hommes, la préservation de l'environnement, la justice...

Certaines sociétés d'insectes, par exemple une ruche d'abeilles, s'organisent en corps : reine, soldats, nourricières, butineuses, reproductrices..., chaque abeille, concentrée sur sa tâche,

n'ayant pas individuellement conscience de l'objectif final de l'ensemble de la ruche (faire du miel ?) ou de l'ensemble de son espèce (participer à la reproduction des plantes, des fruits et des arbres, permettant ainsi de nourrir d'autres espèces).

Ainsi, chaque élément composant un système poursuit un but individuel conscient ou inconscient ; il a ou n'a pas selon son degré d'intelligence, une conscience du but poursuivi par le système global auquel il appartient et contribue.

Pour comprendre un système complexe, il faut à la fois :

- percevoir sa finalité (pour une voiture, c'est de transporter et déplacer des biens et des personnes),
- connaître les éléments qui le compose (les pièces détachées, carrosserie, roues, volant, batterie, réservoir ...),
- comprendre la mécanique qui relie ses éléments (le moteur), ainsi que le carburant, qui lui permet de fonctionner, d'avancer.

Il est même possible que la finalité d'un élément constitutif soit le carburant du système qui le compose : le but de l'abeille, la récolte du pollen, étant le carburant qui va permettre au système reproductif des plantes de fonctionner pour atteindre sa propre finalité.

A l'inverse, il est également possible que l'élément constitutif d'un système soit la finalité d'un système qu'il compose. Par exemple que le but d'une espèce soit de reproduire son patrimoine génétique, même s'il est constitué d'une recombinaison croisée des gènes des individus de l'espèce ayant contribué à sa reproduction, alors que les gènes sont des éléments constitutifs du noyau d'une cellule qui elle-même compose un individu qui lui-même appartient à son espèce. Nos corps, les individus humains, seraient ainsi les supports, les véhicules nécessaires (le carburant) à une finalité évolutive de l'espèce qui nous dépasse.

Dans ce contexte, quel est le but de l'homme et quel est le but de la société, voire de la civilisation à laquelle il appartient ? Et y a-t-il un rapport entre le but et le moteur/carburant de l'un et le but et le moteur/carburant de l'autre ?

Est-ce celui de l'élément constituant qui va entraîner celui du système qu'il compose (le butinage de l'abeille a par hasard permis la reproduction des plantes) ou est-ce l'inverse (la reproduction des plantes a incité les abeilles à agir ainsi) ?

A la différence de l'abeille, l'homme est doté de conscience individuelle, il est capable d'évaluer l'intérêt général du groupe auquel il appartient et de lui assigner un but, de s'organiser et de contraindre son intérêt individuel au profit de l'intérêt général et même de réviser ses propres buts individuels. Ces facultés de conscience et de responsabilité confèrent une interaction récursive et interactive au système ainsi constitué.

Ainsi, l'homme a organisé la société, l'a dotée d'un contrat social, d'institutions, d'une déclaration des droits de l'homme, garantissant la démocratie, la sécurité des individus, le droit à la propriété, etc., faisant ainsi converger l'intérêt général et les intérêts particuliers. On peut attester des progrès effectués depuis l'antiquité et même la préhistoire. Tant que l'intérêt particulier était fondé sur des valeurs humaines, de liberté, d'égalité, de fraternité, cela marchait.

Il se trouve que l'intérêt particulier s'est de plus en plus concentré sur l'argent, l'enrichissement matériel personnel, qui comme nous l'avons vu constitue une sorte de perversion, de maladie, et ne peut constituer une finalité de l'humanité.

L'argent n'est qu'un moyen et devrait être considéré comme tel, comme un carburant de la société, mais non comme la direction ni même comme son moteur. Et comme nous l'avons vu, le modèle basé sur cette valeur est incapable en l'état de résoudre les inégalités et peine à traiter les grandes questions de survie de la planète, générant des dangers pour l'espèce et pour l'ensemble des individus.

Ainsi arrivons-nous précisément à un point de l'histoire où l'intérêt particulier et l'intérêt général se sont mis à diverger.

Ce nœud est probablement un des prémices d'une rupture épistémologique, celle d'un tournant de civilisation, d'un renversement de valeurs par une prise de conscience d'une part de l'homme en tant qu'individu, d'autre part de la société collectivement qui doit se doter d'objectifs collectifs, d'une finalité essentielle (au sens de l'essence), d'une charte de valeur mondiale, l'expression affichée de ces valeurs représentant sa conscience collective.

3.3.2 Les leçons de l'histoire : évolution de l'homme et évolution des civilisations

Après avoir analysé selon une démarche biologique les interactions entre l'homme individu et la société, en tant que système auquel l'homme contribue et appartient, pour comprendre le lien entre la

recherche du profit individuel par l'homme et la valeur collective de l'argent qui sert de valeur centrale à la société, il nous a paru intéressant d'analyser l'évolution de l'homme et l'évolution des civilisations, quel moteur et quelle valeur centrale les a animés au travers des siècles et ainsi d'essayer d'envisager de façon plus clairvoyante notre présent et notre futur. C'est l'approche croisée de la biologie, de la psychologie, de l'anthropologie et de la philosophie, qui nous permet de proposer une analyse, qui paraîtra peut-être à certains insolite et originale.

Jean Piaget (1896-1980) est considéré comme le plus grand psychologue du développement cognitif. D'abord biologiste, il s'est intéressé à la philosophie et à l'épistémologie (Aristote, Bergson l'ont beaucoup inspiré). Il est à l'origine d'une théorie de la connaissance, de la psychologie de l'intelligence, du développement cognitif de l'être humain, abordée de façon empirique, expérimentale, tenant compte de l'être humain dans son contexte social, son environnement, et des interactions entre l'être et l'environnement évoluant dans le temps. Ayant étudié et expliqué le développement de l'intelligence et de la conscience de l'homme depuis la toute petite enfance jusqu'à l'âge adulte, selon un ordre bien précis d'étapes successives, il a pu élaborer un parallélisme entre l'évolution de l'individu, de l'élaboration progressive et par étape de sa connaissance, avec l'histoire de l'humanité, l'évolution de l'homme au travers de l'histoire. A l'origine d'une théorie constructiviste de la genèse de l'intelligence et des connaissances humaines, Piaget a su établir des liens étroits entre le problème biologique de l'évolution et de l'adaptation des espèces et le problème psychologique du développement de l'intelligence. Ainsi, **l'évolution de l'homme répète l'histoire de l'humanité**. Notamment dans la façon dont l'enfant acquiert le langage, modifie sa perception du monde grâce au langage, se forge aussi une mémoire grâce au langage puis à l'écriture. L'humanité a développé, selon les mêmes étapes, une intelligence collective en élaborant progressivement des langues, d'abord parlées, puis écrites, permettant d'inscrire une mémoire sur des supports, pierres, tablettes, puis livres, passant de génération en génération pour constituer une mémoire et une conscience collective des peuples, permettant aussi en référant aux penseurs du passé et aux expériences de l'histoire, de tirer des leçons, des conséquences et ainsi se forger une morale et des valeurs collectives.

Ainsi Jean Piaget décrit les **différents stades de l'enfance**, chaque stade étant subdivisé en sous stades :

- Le stade sensori-moteur (de la naissance à 2 ans) :
stade de l'intelligence pratique, sans langage ni fonction symbolique, les actions ne faisant pas intervenir la représentation ni la pensée. Tout d'abord nouveau-né, partant d'une vie végétative, passive et réceptive, puis le bébé au stade de l'éveil de l'attention, de la curiosité, de l'imitation, puis celui de la sensualité et de l'affectivité, et enfin l'indépendance motrice, la marche, la confrontation physique à l'environnement.
La fin de ce stade étant marquée par l'accès à la fonction symbolique, l'imitation différée, le dessin, l'image mentale et le langage, la reconnaissance de soi différent du milieu extérieur (le « stade du « miroir » selon Lacan).
- La période pré opératoire (de 2 à 6 ans) :
maîtrise des notions de l'espace et du temps, développement des capacités langagières,

formation du moi, égocentrisme, artificialisme, finalisme (expliquant le monde en donnant une raison à toute chose, mais cette raison est encore « primaire », d'ordre pratique).

- La période des opérations concrètes (de 6 à 11 ans) :
développement de la logique, de l'intelligence opératoire et « âge de raison » : stade des intérêts objectifs, d'intégration à un groupe, d'apprentissage des règles du jeu et de l'intérêt pour les jeux collectifs, l'intégration de règles de conduite, d'un référentiel moral et social
- La période de l'intelligence formelle (de 11 à 16 ans) :
stade de l'adolescence, raisonnement basé à partir d'hypothèses, logique hypothético-déductive, révolte vis-à-vis de l'autorité, développement de la conscience et de la responsabilité basée sur l'élaboration de son propre référentiel. L'heure n'est plus aux explications du monde par des causes primaires et pratiques, mais c'est le temps des questions existentielles, la recherche d'une finalité eschatologique, du sens à donner à sa vie.

Si l'on observe **l'évolution de l'humanité** dans l'histoire, on retrouve ces différents stades :

- **Le stade reptilien mutant en mammifère** (correspondant au stade sensori-moteur) : datant de 240 millions d'années, l'apparition de reptiles ayant une forte ressemblance avec les mammifères. Parmi ces derniers on note la présence d'un reptile ayant la taille d'une petite souris, le *Silphedosuchus orenburgensis*. Cette souris va évoluer en mammifère placentaire et parmi cette espèce, il y a 50 millions d'année, les premiers primates, dont les antropoïdes, les premiers hominidés, et l'apparition il y a 5 à 10 millions d'années d'une sorte de grand singe que l'on appelle le Ramapithecus, ancêtre de l'homme, évoluant en *Ardipithicus ramidus* il y a 5 millions d'années, n'utilisant pas encore d'outils.
- **Le stade de l'homme préhistorique encore « rustique »** (correspondant au stade préopératoire) :

L'australopithèque (le fameuse Lucy), acquiert la station debout, lui permettant d'utiliser ses mains, de se façonner des outils, d'abord simples, puis tranchants et plus complexes. C'est l'**Homo habilis, nomade et chasseur, puis l'Homo erectus** (il y a 2.0 à 0.4 millions d'années), le premier à utiliser le feu pour cuire ses aliments. Il communique par la parole et fabrique des armes de pierres efficaces. Il s'agit d'un chasseur de gros gibiers qui vit dans les cavernes. Il développe des vêtements pour les régions froides. Il pratique encore le cannibalisme.
- **Le stade de l'homme préhistorique « intelligent »** (correspondant à la période des opérations concrètes (de 6 à 11 ans) :
Homo sapiens, d'abord « archaïc » (il y a 400 à 200 milliers d'années). Il vit en communauté dans des huttes ou des tentes. C'est un chasseur efficace de gros gibiers. Ces armes de pierre sont efficaces et complexes. On note des indices de spiritualité. Puis évoluant au stade d'« Homo sapiens sapiens », il possède une culture religieuse car il enterre ses morts. Il prend soins des membres blessés ou âgés de sa communauté. Il y a 100 000 ans, on voit apparaître une communauté qu'on appelle l'homme de Cro-Magnon, dont nous descendons. Par l'agriculture et la sédentarisation, il comble facilement ses besoins en nourriture et développe une vie spirituelle et artistique intense. Il développe considérablement son langage. Son intelligence est surtout pratique et intègre des règles de vie en collectivité, mais il commence à développer un sentiment de transcendance, une idée de vie après la mort.
L'homme atteint un stade supérieur avec la **naissance de l'écriture**, dont on retrouve les premiers signes 3300 ans avant notre ère, dans la Mésopotamie antique, pour répondre tout d'abord à des besoins pratiques : comptabiliser des têtes de bétail ou des sacs de grains (tablettes sumériennes en écriture pictographique). Puis l'écriture devient cunéiforme, elle participe à l'élaboration de calculs. Les sumériens sont officiellement ceux qui posèrent les premières bases de l'arithmétique et de la géométrie (8000 ans avant notre ère). Puis l'écriture fut révolutionnée avec l'invention de l'alphabet : un signe = un son.

Inventé il y a 3 000 ans, l'alphabet phénicien serait l'ancêtre de tous les alphabets du monde. Les Araméens propagèrent les lettres phéniciennes de l'Égypte à l'Indus. Les différentes civilisations reprirent cet alphabet en l'aménageant.

- Le **stade de l'homme moderne** (correspondant à la période de l'intelligence formelle) :

Les civilisations prennent alors des formes de plus en plus organisées, élaborent un « contrat social ». Naissance de la démocratie, forme de société considérant chaque citoyen conscient, responsable, égal à un autre citoyen, participant aux décisions de la collectivité. Il y a aussi des monarchies, légitimées par un pouvoir divin qui s'impose aux sujets et des régimes autoritaires qui s'imposent par la force. La civilisation occidentale sera selon les cas, motivée et dominée par la religion (Moyen-Âge), l'humanisme (la Renaissance) avec un essor considérable des sciences, de la culture et de l'éducation grâce à l'invention de l'imprimerie, des livres, forgeant la mémoire de la société, puis la raison (Siècle des lumières), la technologie (ère industrielle), enfin la communication et l'argent (notre ère post-moderne).

Piaget a essentiellement fait le rapprochement entre le développement de l'enfance et celui de l'homme dans l'histoire sur les deux stades intermédiaires. Notamment sur l'acquisition du langage et sa contribution à la formation de l'intelligence. Par exemple la période du « réalisme nominal » où l'enfant qui vient d'accéder à la parole donne à cet outil une valeur transcendante. Savoir le nom, c'est avoir saisi le sens de la chose et pouvoir dès lors agir sur elle. Aussi la façon dont le langage, le fait de nommer les choses, participe à la construction de la mémoire.

C'est en poursuivant son raisonnement au dernier stade que nous arrivons à argumenter la phase où en est arrivée notre civilisation aujourd'hui.

Le citoyen se conduit encore comme un enfant. Son « doudou » est l'argent. L'homme moderne obéit docilement aux injonctions médiatiques de la publicité : acheter, consommer, se divertir, paraître en se conformant à la mode, à une image qu'on façonne pour lui chaque année afin de renouveler ses envies, en préférant des « marques ». C'est l'argent qui est le médiateur incontournable permettant de se conformer à ces valeurs de l'avoir et du paraître. Mais la recherche du profit, du plaisir et de la consommation, correspondent à des objectifs de premier degré et ne peuvent constituer une finalité essentielle, eschatologique. Un peu comme raisonne un enfant qui s'interroge sur les causes des phénomènes naturels : « Pourquoi s'illumine la lune la nuit ? Pour nous éclairer. Pourquoi y a-t-il du vent ? Pour nous rafraîchir ». C'est au stade de l'adolescence qu'il commence à se poser les questions sur l'essence des choses et commence à concevoir un raisonnement hypothético-déductif, à se

sentir responsable, envisageant les conséquences de ses actions et se forgeant sa propre conscience, son échelle de valeurs.

Il semble que nous sommes au stade de la préadolescence. Il nous faut maintenant passer l'étape difficile de l'adolescence. Il ne s'agit pas d'imposer au préadolescent de nouvelles valeurs, mais d'éveiller sa conscience, son intelligence, sa responsabilité, afin que de lui-même il adhère aux valeurs finales, dépassant la fausse valeur primaire et postiche qu'est l'argent.

4 Quel moteur pour une société plus juste ?

Partant du constat que l'homme est malade, que l'argent est le virus de sa maladie, que l'homme moderne est devenu une sorte de psychopathe, on peut proposer de le guérir. Ce genre de maladie passe par une prise de conscience de cette dernière, et par un désir de se soigner. La reconnaissance du mal agissant comme catharsis, un grand pas sera fait dans le processus de guérison.

Les valeurs essentielles devraient remplacer la valeur postiche de l'argent et l'argent devrait retrouver son rôle de carburant. Pour cela, l'homme se doit de définir et reconnaître les valeurs auxquelles il adhère, faire en quelque sorte un pacte avec lui-même.

Arrivant au stade de l'adolescence, l'homme va probablement opérer sa « crise d'adolescence », se rebeller contre un ordre qui lui imposait de fausses valeurs, contre un rouleau compresseur qui le mène à sa propre ruine. L'adolescent porte en lui l'émancipation et la révolte, mais également le désir de devenir adulte et responsable. Il peut se réaliser dans la démocratie et les valeurs humanistes, basées sur la conscience et la responsabilité, sur la reconnaissance de la valeur de chaque être humain, chaque homme en valant un autre.

Mais comment va se faire cet éveil de conscience ?

Alors que les médias continuent leur travail de propagande, l'éducation nationale est un vecteur d'élaboration de la conscience de l'individu, et qui n'est pas encore noyauté par les pouvoirs de l'argent. Il y en a un autre, qui va sans doute révolutionner autant que l'imprimerie a pu le faire au XVème siècle : c'est **internet**.

Ce nouveau média ne peut être entièrement dominé par les puissances de l'argent, même si elles y participent. Il permet au citoyen de choisir son information, plutôt que se la faire

imposer par une presse aux ordres ou une télévision sous influence. Il donne aussi à ce dernier un nouveau pouvoir : celui de s'exprimer, aussi petit soit-il, par un blog et au travers de forum. Les citoyens disposent d'un nouvel outil pour s'échanger des informations et des connaissances, de surcroît gratuitement (Wikipédia et autre Wikis), de fédérer leurs opinions, de s'opposer aux puissances médiatiques. Certes son utilisation est encore assez anarchique, mais comme tout système complexe, il va progressivement s'organiser.

Les hommes doivent pouvoir se mettre d'accord ensemble sur les valeurs qu'ils partagent et définir consensuellement les finalités de leur société, de l'humanité. Il faut les ériger d'une manière contractuelle et solennelle, leur donner valeur d'obligation. Faire une véritable « Charte des valeurs de l'humanité ». Pour la respecter, il est maintenant également nécessaire de mettre en place une **gouvernance mondiale**, un système de régulation internationale qui mette fin aux paradis fiscaux, harmonise les dispositifs fiscaux et re-distributifs garantissant la sécurité sociale et la réduction des inégalités. Ce gouvernement mondial devrait fonctionner sur le mode de la **démocratie**, être légitimé par les citoyens du monde, consultés sur la validation de ses objectifs, informés de ses réalisations.

Concernant le **mode de développement des entreprises**, basé sur l'actionnariat et la recherche du profit, il faudra probablement inciter ces dernières à rappeler leur finalité, respecter des objectifs réels de l'entreprise, à long terme, et que les investisseurs se sentent responsabilisés sur la finalité de l'investissement. La fiscalité peut aussi être adaptée au comportement de l'entreprise en matière de respect de l'environnement, de comportement à l'égard de ses salariés, de réinvestissement de ses bénéfices,... Mais ceci devrait être uniformisé au niveau mondial afin d'éviter la dérobade facile liée à la mondialisation. C'est en quelque sorte le sens des fonds éthiques et des labels « développement durable », dans le même ordre d'idée que le commerce équitable, les consommateurs responsables acceptant de concéder un petit sacrifice de prix au bénéfice du producteur, court-circuitant les réseaux habituels de la distribution qui s'arrogent des marges importantes au détriment des producteurs. Ces initiatives sont porteuses d'un espoir de comportement citoyen et responsable.

Enfin, pour parvenir à la fois à l'éveil des consciences, à **une vraie démocratie mondiale**, à la formalisation de nos objectifs collectifs, et à la traduction opérationnelle de ces objectifs, nous avons besoin de politique.

François Bayrou, qui nous a posé l'intéressante question objet de cette analyse, dit dans son article de la revue *Commentaire* :

« Dans la hiérarchie des valeurs démocratiques, les valeurs matérielles sont considérées comme nécessaires, mais les valeurs naturelles, intellectuelles, culturelles, morales, spirituelles doivent être considérées comme supérieures : cette distinction entre biens nécessaires et biens supérieurs ... différencie le projet démocratique des autres projets. »

"Parmi ces biens supérieurs, il faut désormais inscrire en première ligne la défense de la vie, de son cadre climatique ... L'économique ne devrait pas pouvoir se définir en dehors de l'écologique, comme il ne devrait pas pouvoir se définir en dehors du social, tant le principe de responsabilité devrait être reconnu comme déterminant."

"La défense et la promotion d'un tel projet sont en *résistance* à l'ordre naturel des choses, [aux] rapports de force. Seule la capacité politique peut, en ressaisissant le volant, faire dévier le rouleau compresseur ..."

Pour conclure, il faut donc à la fois renouveler **le moteur individuel de l'homme**, opérant une sorte de psychothérapie, afin que l'homme retrouve sa propre essence, sa conscience et ses propres valeurs, et **moderniser l'organisation de la société monde**, traduire sa conscience collective et son intérêt général en une charte des valeurs mondiale et en objectifs clairement formulés et suivis, et enfin que cette société se donne les moyens de ses actions. Et pour que ces propositions ne soient pas des vœux pieux, le citoyen responsable doit retrouver goût à la politique ! C'est l'objet du projet démocrate, de tous les démocrates humanistes du monde.